

COMMENTAIRES SUR LA **FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES**

Difficile de ne pas retrouver la fiscalité dans le cadre du grand débat. Ce sont bien des sujets fiscaux qui ont joué le rôle de détonateur de la crise sociale : taxes sur les carburants, fiscalité environnementale, ISF, TVA, taxe d'habitation, CSG... Les premiers cahiers de doléances en mairie le confirment, la fiscalité composante majeure de la citoyenneté mérite un véritable débat, a fortiori lorsque les citoyens ont le sentiment que les choix effectués aboutissent à de profondes injustices.

Encore faut-il pouvoir en débattre effectivement sur la base d'informations qui se gardent de deux écueils symétriques : l'aridité d'un cours de finances publiques et la grossière manipulation.

Si la fiche sur la fiscalité et les dépenses publiques témoigne d'une volonté pédagogique bienvenue, les éléments omis, les approximations et les questions biaisées trahissent les intentions des rédacteurs et disqualifient par avance les conclusions qui pourraient en être tirées.

La très grande majorité des questions ne vise qu'à faire préciser les conditions dans lesquelles il conviendrait de réduire les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations) et les dépenses publiques. Les français seraient naturellement enclins à moins de prélèvements, à moins de dépenses publiques. Ne reste donc plus au Gouvernement qu'à leur demander où couper : dans le budget de l'État, des collectivités locales ou de la protection sociale. A l'intérieur de cette dernière préfèrent-ils tailler dans les retraites, augmenter le temps de travail ou durcir les conditions d'attributions des aides sociales ?

La question centrale est celle de la justice fiscale qui pourrait correspondre à la question N°2 formulée par le Gouvernement : « Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ? »

Encore faut-il avoir en tête quelques éléments que le document se garde bien de rappeler.

Ainsi les ménages paient par exemple 60% des prélèvements obligatoires et les entreprises le reste. Est-ce juste ?

Les plus aisés ont vu depuis 2000 et plus encore depuis 2017 leur imposition s'alléger. Est-ce juste ?

Ménages aisés et grandes entreprises ont massivement recours aux stratégies d'évitement de l'impôt. Est-ce juste ?

Les mécanismes d'optimisation fiscale permettent aux plus grandes entreprises de supporter un taux implicite d'au moins 10 points inférieur à celui acquitté par les petites entreprises. Est-ce juste ?

La TVA qui représente près de la moitié des recettes fiscales pèse en moyenne presque trois fois plus sur les 20 % des ménages les moins aisés que sur les ménages les plus aisés. Est-ce juste ?

N'oublions pas non plus que notre système fiscal se caractérise à la fois par une forte complexité et une instabilité chronique. Cette situation ne place pas tous les citoyens sur un pied d'égalité : ceux qui peuvent avoir

ÉVITER LE GRAND DÉGÂT NATIONAL !

recours à des conseils y font face plus facilement a fortiori lorsqu'on réduit l'accueil physique à la DGFiP. Est-ce juste ?

Côté efficacité, est-il plus performant de taxer la détention du patrimoine, sa transmission ou les deux alors que les inégalités de patrimoine ont selon l'INSEE augmenté entre 1998 et 2015 et que l'OFCE, peu suspect de sympathie révolutionnaire, concède que les 10% les plus aisés possèdent plus de la moitié du patrimoine net des ménages, quand les 40 % les plus pauvres n'en possèdent que 2%?

Faut-il que tous les français paient de l'impôt sur le revenu, fut-ce de manière symbolique pour les moins fortunés quand moins de la moitié y sont aujourd'hui assujettis ?

Est-il efficace que les plus de 470 niches fiscales absorbent chaque année l'équivalent des 98 milliards de recettes cumulées de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés ?

Est-il efficace que la France affiche parmi les taux les plus élevés des pays développés en matière d'imposition des profits des entreprises et les recettes parmi les plus faibles ?

Il n'est naturellement aucune réponse évidente à toutes ces questions, mais encore faut-il pouvoir en débattre en dehors du cadre étroit dans lequel on veut enfermer les discussions en disposant de tous les éléments d'informations.

Alors que l'on n'a probablement jamais autant parlé d'impôt, pourquoi ne jamais expliquer ce que l'impôt finance et qui paye quoi ?

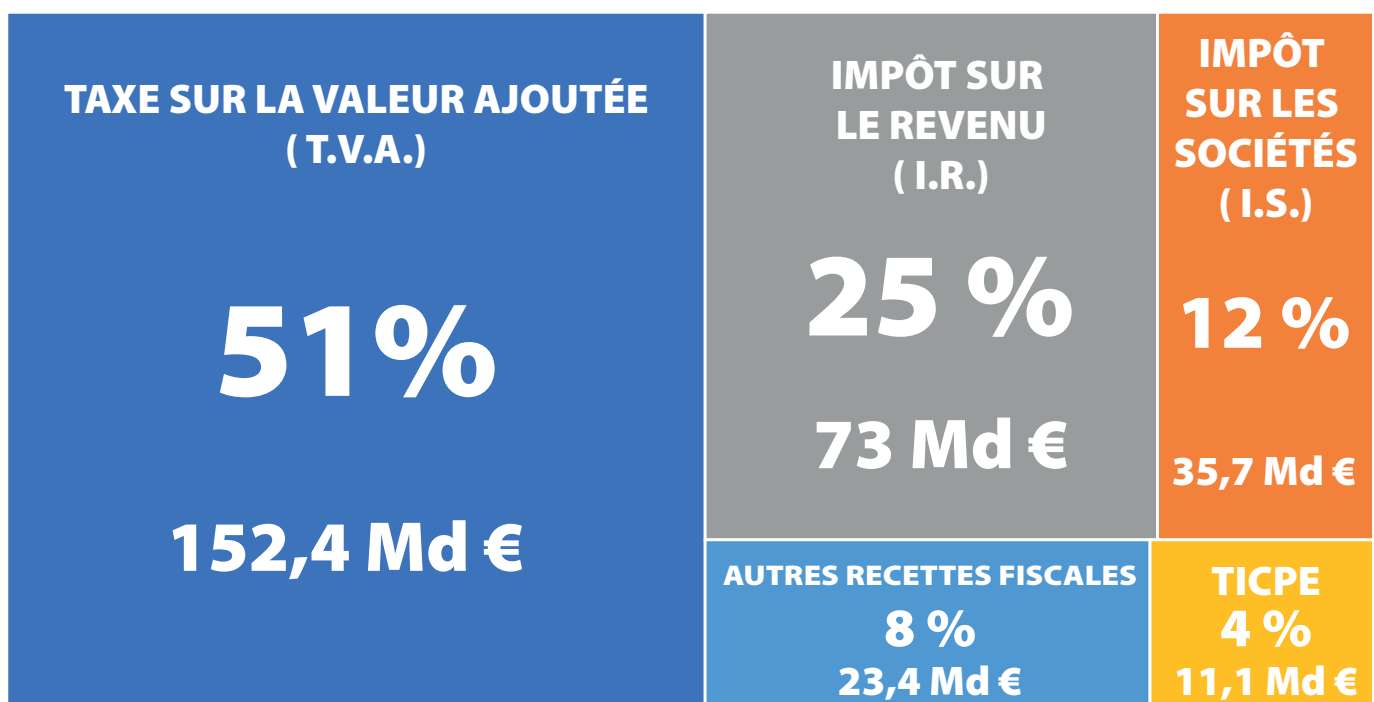
Pourquoi par exemple ne pas rappeler que les recettes fiscales représentent 90 % des recettes de l'Etat et en rappeler la répartition (voir tableau ci-dessous) ?

Pourquoi prétendre que « le déficit peut être réduit de deux manières soit en augmentant les impôts soit en réduisant les dépenses » sans envisager d'accroître leur rendement par exemple en supprimant les niches fiscales inefficaces, en renforçant les moyens mis à disposition de l'administration en charge du recouvrement ou de la lutte contre la fraude fiscale, ni étudier davantage d'accroître les recettes non fiscales ?

Pourquoi ne pas rappeler que le déficit doit beaucoup aux allègements fiscaux décidés par les gouvernements successifs ? Le rapport Champsaur/Cotis en 2010 rappelant déjà qu'« en l'absence de baisse de prélèvements, la dette publique serait d'environ 20 point de PIB plus faible qu'aujourd'hui ». Gilles CARREZ député de droite, à l'époque rapporteur du budget expliquait également dès 2010 que si la fiscalité était restée au niveau de l'an 2000, La France aurait été en excédent budgétaire en 2006, 2007 et 2008.

Que les impôts progressifs ne représentent désormais qu'une part dérisoire dans le système fiscal français alors qu'ils constituent des outils efficaces de corrections des inégalités par les effets redistributifs qu'ils produisent, ce qui n'est concédé qu'à demi-mot dans les documents.

RECETTES FISCALES NETTES DE L'ÉTAT EN 2017



Source : direction du budget

UN TABLEAU QUI PLANTE LE DÉCOR...

La fiche comporte un tableau qui présente ce que financent 1000 euros de dépenses publiques. Si l'exercice présente l'avantage pédagogique d'éviter de jongler avec les milliards, sa présentation comporte quelques biais manifestes.

Le fait d'afficher que plus de la moitié de ces 1 000 euros sont consacrés à des dépenses de protection sociale semblent flécher les économies éventuelles et cibler très directement la préférence française pour la solidarité, au premier rang desquelles la retraite et l'assurance maladie.

Les dépenses dites sectorielles semblent toutes plus vertueuses les unes que les autres (aide à l'innovation, gestion de l'eau et des déchets, transports et équipements collectifs, éclairage public...) sans les interroger le moins du monde.

Les services publics régaliens sont limitativement circonscrits à la défense, à la sécurité et à la justice, semblant préfigurer ce que serait une sorte d'Etat minimal à 60 euros sans doute dans l'idée de les opposer aux 66 euros d'une masse amalgamée d'administrations publiques au premier rang desquelles figure les services des impôts ! Outre qu'il s'agit d'une présentation pour le moins discutable de l'étendue des missions de la DGFiP, c'est la confirmation que, bien qu'exemplaire lorsqu'il s'agit de supprimer des emplois (40 000 depuis 2002), notre administration n'est plus prioritaire et ne comporte plus aucune mission régaliennne.

Après recalcul sur les mêmes bases le coût de la DGFiP pour 1 000 € de dépenses publiques s'établit en fait à 6,20 euros, ce qui la situe bien loin des principaux postes de dépenses listés.

Tableau

Ce que financent 1000 euros de dépenses publiques

Dépenses	Sous-dépenses	Pour 1000€ en France
Protection sociale	dont retraites	268 €
	dont assurance-maladie	191 €
	dont famille (ex : allocations familiales)	42 €
	dont chômage	35 €
	dont aide au logement (ex : APL)	17 €
	dont autre solidarité (ex : prime d'activité, RSA)	22 €
	Sous total protection sociale	575 €
Dépenses sectorielles	dont affaires économiques (ex : crédits d'impôts aux entreprises, soutien aux ENR, aides sectorielles, subventions et avances pour l'innovation)	53 €
	dont transport et équipements collectifs (ex : développement et entretien des réseaux routiers, ferroviaires et fluviaux)	43 €
	dont culture (ex : frais de fonctionnement des musées nationaux)	22 €
	dont environnement (ex : gestion de l'eau et des déchets)	16 €
	dont infrastructures (ex : éclairage public)	9 €
	Sous total dépenses sectorielles	143 €
	Services publics régaliens	dont défense
dont sécurité		25 €
dont justice		4 €
Sous total régalien		60 €
Education		96 €
Recherche		23 €
Administrations publiques (services des impôts, mairies et autres collectivités territoriales, préfectures, ambassades-consulats, caisses de sécurité sociale, etc.)		66 €
Charge de la dette		37 €

Source : Eurostat, calculs DG Trésor

Nous sommes par exemple un des pays de l'Union européenne dont l'impôt sur le revenu représente la plus petite part du PIB : 3,3 % en 2017, à comparer à plus de 9 % au Royaume-Uni, plus de 10 % en Allemagne.

Pourquoi ne pas préciser que la France a certes un niveau de dépense publique plus élevé que celles d'autres pays parce qu'elle a fait le choix de socialiser un certain nombre de dépenses qui relèvent ailleurs de mécanismes assurantiels bien plus onéreux, mais qu'on ne peut catégoriser dans les « prélèvements obligatoires » puisqu'on peut choisir de ne pas s'assurer ? Que plus de la moitié

des dépenses publiques sont en réalité des transferts sociaux, c'est-à-dire qu'elles consistent par exemple à prélever une personne vaillante pour lui rendre le produit de ce prélèvement lorsqu'elle est malade ou inactive et pour l'essentiel dans le cadre des retraites ou du remboursement des frais de santé ?

Ce débat ne doit donc pas être confisqué par une poignée d'experts au risque d'affaiblir un peu plus le consentement à l'impôt. Chaque citoyen est évidemment concerné par les choix politiques sous-tendus par les pistes de réforme qui ne manqueront pas de surgir à la faveur du

grand débat. Et tous les choix ne se valent pas. Au fond la question pourrait se résumer par une interrogation simple : vaut-il mieux comme la France en a fait le choix

payer les autoroutes et accéder gratuitement à l'école, à la santé, ou comme aux Etats-Unis, rouler gratuitement et payer parfois très cher pour le reste ?

LES SOLUTIONS DONT ON PARLE...

Fusion IR/CSG

Renforcé par le prélèvement à la source pour l'impôt sur le revenu, ce projet associerait deux impôts de nature très différente, l'un déclaratif, familial et progressif, l'autre individuel et proportionnel, l'un complexe et l'autre ayant déjà perdu de sa simplicité initiale, l'un concentré sur 42% des ménages et l'autre plus large. Il y a fort à parier qu'aucune simplification ni économies de gestion ne pourrait sortir d'un tel rapprochement qui de surcroît accroîtrait les incertitudes en matière de financement de la protection sociale. La fusion ferait beaucoup de perdants et beaucoup de perdants modestes.

Suppression de la TVA sur les biens de 1^{ère} nécessité.

Séduisante au départ cette mesure risque fort de coûter extrêmement cher aux finances publiques pour un effet de quelques centimes pour chaque consommateur à condition qui plus est que les producteurs et intermédiaires répercutent intégralement cet allègement sur le prix de vente. Les variations de taux de TVA sont sévèrement encadrées au niveau

européen et les quelques pays qui appliquent un taux nul en disposait déjà avant la réglementation européenne. Dernier écueil, la définition précise des produits de première nécessité. Entendu comme les produits alimentaires auxquels s'applique le taux à 5,5%, cette catégorie intègre le foie gras !

Création d'une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu

En l'espace de trente ans l'impôt sur le revenu a perdu près de 10 tranches et le taux marginal près de 20 points. Le barème comporte aujourd'hui 5 tranches (0,14, 30, 41 et 45 %) et a donc perdu de sa progressivité, baisse encore accentuée par l'instauration de la flat tax à 30% sur les revenus du capital.

Il fait aujourd'hui coexister dans la même tranche des contribuables qui sont loin d'être placés dans la même situation selon la situation de famille, le niveau ou la nature de leurs revenus.

Pour Force Ouvrière, scinder les dernières tranches de l'impôt sur le revenu pour redonner de la progressivité au

« seul impôt citoyen » est une voie à privilégier. Instaurer une tranche supplémentaire serait un premier pas si tant est que l'évitement fiscal n'en réduise pas l'efficacité.

Plafonnement des niches fiscales de l'impôt sur le revenu

Si la réduction des niches fiscales est incontournable pour améliorer le rendement l'IR, encore faut-il préciser ce qu'on entend par là. Si le Ministre cite un ensemble de mesures équivalent à 14 milliards d'euros, il se garde bien d'en préciser les contours. Certaines de ces niches confèrent à l'impôt sur le revenu son caractère familial ou vise à encourager l'activité économique ou préserver l'environnement et concernent par ailleurs des populations pas toutes privilégiées.

Si, comme il le prétend, la moitié d'entre elles profitent à 9 % des foyers fiscaux, d'autres bénéficient à tous les contribuables. Elles ont pour certaines déjà fait l'objet d'un plafonnement. Impossible donc d'ouvrir un tel chantier sans une revue détaillée de l'efficacité de ces dispositifs.

Rétablissement de l'ISF

Au-delà de sa portée symbolique, le rétablissement de l'ISF rapporterait environ 3,5 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat dont il s'est volontairement privé au nom de la compétitivité et du respect des engagements de campagne.

Réformer l'impôt sur les successions

Peut-on prétendre lutter contre les rentes en laissant de côté la première d'entre elles : l'héritage ? Alors que le risque est grand de voir se développer dans notre pays une société d'héritiers conduisant à une répartition des richesses toujours plus inégale et plus concentrée dans les mains de populations âgées peu disposées à investir et à consommer, cette évolution serait à la fois socialement injuste et économiquement sclérosante. La fondation [Terra Nova](#) a fait récemment des propositions permettant d'augmenter de 25 % le rendement de la fiscalité des successions sans étendre la proportion de successions touchées par l'impôt, permettant de générer 3 milliards de recettes fiscales supplémentaires

FO rappelle qu'elle porte de longue date et continuera de porter ses revendications contre les politiques conduites au nom des seules contraintes économiques imposées par le modèle libéral.

Il en est ainsi du Service public et de la Fonction publique, du rétablissement d'une fiscalité progressive, qui assure une plus forte redistribution, appuyée sur le revenu et non essentiellement sur une contribution proportionnelle (CSG) et l'impôt indirect (TVA, TICPE), de la nécessité, sur la question du climat, d'assurer une transition fondée sur la justice sociale, de la défense et de la reconquête d'une protection sociale collective, financée solidairement par le salaire différé et gérée paritairement par les interlocuteurs sociaux.